



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

NOTE-EXPRESS

NON PROTÉGÉ

ORIGINE : EM COMBdD BSL/MDS/PMRE/PREV-SECU.

DESTINATAIRE
(pour action) : ESID Brest – USID Brest – USID Lanvéoc – USID Landivisiau – USID Lorient – DIRISI – SIMu Bretagne – DRSSA – SEA – SHOM – ENSTA Bretagne – Ecole de gendarmerie de Châteaulin – DCNS.

DESTINATAIRES
(pour information) : ITA Brest – COMBdD BSL/MDS (INFRA – PMRE/ENV).

COPIES : PMRE/PREV-SECU – Archive (09).

Brest, le 29 avril 2013

N° 2-25581-2013 BdD BSL/MDS/PMRE/PREV-SECU/NP

OBJET : recommandations du COMBdD BSL sur l'élaboration des dossiers d'études de projets de construction/rénovation, et d'ouvrages exécutés, transmis à la cellule de prévention incendie.

RÉFÉRENCES : a) code de construction et de l'habitation (CCH) ;
b) instruction permanente CECLANT n° 21 du 15 février 2008.

P. JOINTES : a) une annexe ;
b) une notice descriptive de sécurité.

-

Je vous fais parvenir, en pièce jointe, le canevas type d'une notice descriptive de sécurité, élaborée par la cellule « prévention incendie, sécurité classique » de l'état-major CECLANT – COMBdD BSL.

Cette notice descriptive est demandée pour l'étude préalable des projets de construction/rénovation de composant (FDE, APS, APD, dossier PRO, etc...).

Le respect de ce canevas type permettra d'éviter l'envoi de dossiers incomplets et donc des retards dans leur traitement.

Pour l'officier général de la zone de soutien de Brest-Lorient et par délégation,
le contre-amiral François-Régis Cloup-Mandavialle
commandant la base de défense Brest-Lorient
Signé : François-Régis Cloup-Mandavialle

**ANNEXE I à la note-express n° 2-25581-2013 BdD BSL/MDS/PMRE/PREV-SECU/NP
du 29 avril 2013**

Les dossiers d'études de projets de construction/rénovation (FDE, APS, APD, dossier PRO, etc...), ainsi que les dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) en vue d'un avis d'exploitation après travaux, sont transmis à la cellule PREV-SECU par différents organismes : COMBdD BSL/MDS/INFRA, ESID Brest, antennes USID de la BdD BSL, DIRISI, DSSA, SEA, SIMu Bretagne, SHOM, ENSTA Bretagne, école de gendarmerie, DCNS, etc...

De manière à assurer un service de qualité, je vous demande d'appliquer les recommandations ci-dessous.

Les documents doivent être transmis :

- par courrier officiel :

- au bureau COMBdD BSL/MDS/INFRA qui pourra, en toute connaissance de cause, prioriser les études demandées avant de les transmettre à la cellule PREV-SECU pour les études des directions ou services dépendant du COMBdD ;

- à la cellule PREV-SECU du COMBdD BSL pour toutes les autres études ;

- uniquement en version papier, dans un format lisible, et en couleur si leur compréhension l'exige. Les plans doivent être à l'échelle.

De manière à permettre la priorisation des études, il est impératif de transmettre, lors de l'envoi des dossiers, les échéances importantes du projet (revue d'étude, création du CCTP, appel d'offres, début de construction, date de fin de travaux, etc...).

Liste des documents à fournir impérativement :

- pour les études de projets de construction/rénovation :

- la notice descriptive de sécurité (imprimés Cerfa PC 4950/ AT 5152 pour les ERP, notice en PJ pour les ERT/ICPE) ;
- le cahier des charges fonctionnelles SSI (en fonction de la catégorie du SSI) ;
- les plans de coupe et de niveaux ;

- pour les avis de conformité :

- les procès-verbaux (PV) et certificats dans le DOE. Les notices techniques ne sont pas à inclure dans les DOE, car non utilisées et représentant un volume non négligeable de documents à trier ;
- une attestation, établie soit par le contrôleur technique, soit par le chargé d'affaires, listant exhaustivement, et certifiant que les divers PV et certificats joints au DOE sont conformes aux normes en vigueur avec leurs dates de validité à jour :
 - o PV de résistance au feu des matériaux de construction ;
 - o PV de réaction au feu des éléments d'aménagement, de décoration et de mobilier ;
 - o certification des composants utilisés pour le désenfumage, l'éclairage de sécurité, les installations fixes incendie, la ventilation, etc. ;
- le rapport de solidité à froid ou l'attestation du maître d'ouvrage quand la réglementation l'exige ;
- le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) (incendie, éclairage de sécurité, ventilation, désenfumage, etc...) ;
- le dossier d'identité du système de sécurité incendie (SSI) ;
- le rapport initial de vérification électrique.

	 Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	
ETAT-MAJOR CECLANT		ETAT-MAJOR COMBdD BSL

NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE pour les établissements soumis au code du travail

Réf : code du travail – décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 (R 42XX-X) / arrêté du 5 août 1992 modifié (article Y)

Afin de permettre une instruction dans des conditions optimales, l'ensemble des documents ci-après seront remis aux services chargés de l'instruction des dossiers en complément de la présente notice descriptive de sécurité :

- ↳ la présente notice **datée et signée par le maître d'ouvrage** ;
- ↳ un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir :
 - les conditions d'accessibilité des engins de secours ;
 - les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers ;
 - la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ;
- ↳ des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment :
 - les largeurs des passages affectés à la circulation du personnel tels que dégagements, escaliers, sorties ;
 - la ou les solution(s) retenue(s) pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap ;
 - les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés ;
- ↳ la ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification.

Rappel des règles de demande de dérogation

Les dérogations accordées ne peuvent avoir pour effet de diminuer le niveau de sécurité des personnes assuré par le respect des mesures réglementaires de prévention.

Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque demande une fiche indiquant notamment :

- les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée) ;
- les éléments du projet auquel elles s'appliquent (localisation sur les plans) ;
- la justification des demandes ;
- les mesures compensatoires proposées.

NB : les présentes déclarations engageant le maître d'ouvrage, toute notice **non signée** ne saurait être examinée par les services compétents.

Dénomination de l'établissement :

.....

Adresse principale :

.....

Maîtrise d'ouvrage (nom ou raison sociale) :

.....

Maîtrise d'œuvre (nom ou raison sociale de l'architecte) :

.....

Organisme de contrôle et missions confiées s'il est déjà choisi, le cas échéant :

.....

Organisme de coordination du système de sécurité incendie (SSI) s'il est déjà choisi, le cas échéant :

.....

Personne à contacter pour obtenir des précisions sur le projet ou solliciter des documents ou éléments complémentaires :

Nom :

Qualité vis-à-vis du projet :

.....

Coordonnées téléphoniques :

Adresse électronique :@.....

I - Renseignements techniques

Descriptif des activités envisagées dans l'établissement recevant des travailleurs : *le cas échéant indiquer les activités préexistantes :*

☐ Locaux assujettis à une autre réglementation (*habitation, ERP - type, localisation*)

☐ Locaux à sommeil (*localisation*)

☐ Site gardienné (*horaires*)

.....

Installation classée pour l'environnement : *préciser nomenclature, arrêté type, régime, seuils d'assujettissement, etc. ; identifier les locaux :*

.....

Autres réglementations applicables :

.....

Joindre, le cas échéant, les documents nécessaires à l'étude du dossier (exemple : étude SEVESO, avis de l'ingénieur des poudres et explosifs, avis de la commission supérieure interarmées des infrastructures de tirs, étude liée aux dépôts d'hydrocarbures, étude de la direction générale de l'aviation civile, toute autre étude ou avis en relation avec une réglementation particulière)

Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

nature des travaux (plusieurs cases possibles)

- ☐ Construction neuve
- ☐ Extension
- ☐ Réhabilitation (informations sur existant : date construction, historique travaux, par exemple)
- ☐ Travaux d'aménagement (remplacement de revêtements, rénovation électrique, création d'une rampe, par exemple)
- ☐ Création de volumes nouveaux dans les volumes existants (modification de cloisonnement par exemple)

Surface de plancher avant travaux :

Surface de plancher après travaux :

- ☐ Modification des accès en façade

.....

.....

Effectif déclaré (R.4216-4) :

II - Construction

- **conception et desserte** (R.4216-2 / R.4216-25 ; art. 3) sur les plans, identifier clairement les voies engins ou espaces libres, les façades permettant aux services de secours d'intervenir à tous les niveaux, les baies accessibles, les aménagements extérieurs susceptibles de gêner l'intervention des secours (parking, plantation, escaliers, dénivellations supérieures à 10 %, etc.) ; identifiez ci-après le nombre de façades accessibles, de voies engins, de voies échelles, d'espaces libres :

.....

.....

- **isolement par rapport aux tiers** (R.4216-2 § 3 et R.4216-3 / R.4216-24 ; art. 4) préciser ici la nature des établissements voisins (ERP, habitation, installation classée pour la protection de l'environnement,...) ; identifier clairement les tiers sur les plans et expliquer la ou les méthode(s) retenue(s) pour isoler l'établissement vis-à-vis des tiers :

.....

.....

- **résistance au feu des structures** (R.4216-2 / R.4216-24 ; art. 4 et art. 5) préciser le degré en résistance au feu des structures et plancher ; pour les cas particuliers, détailler la méthode retenue et faire référence à l'article correspondant :

.....

.....

- **couvertures** (R.4216-2 / R.4216-24 ; art. 4 et art. 9 III) identifier les éléments verriers, les dispositifs d'éclairage zénithal ; préciser si la structure de la toiture est visible depuis le dernier niveau :

.....

.....

- **façades** (R.4216-2 / R.4216-24 ; art. 4) préciser nature, caractéristiques, réaction au feu (isolation extérieure, bardage, panneaux sandwichs) :

.....

.....

- **distribution intérieure et compartimentage** (R.4216-2 / R.4216-27 ; art. 6. I et 6. II, art. 7a et art. 8) préciser le principe de la distribution intérieure retenu (cloisonnement traditionnel, secteurs, compartiments) et le degré de résistance au feu des parois, blocs-portes et éléments verriers des baies équipant les parois) ; détailler les notions de recoupement des vides (combles inaccessibles, volumes cachés et faux-plafonds) :

.....

.....

- **solutions retenues pour l'évacuation des personnes en situation de handicap pour chaque niveau de la construction (R.4216-2-1 à 3) :**

espaces d'attente sécurisés ou solutions équivalentes, sauf cas d'exonération :

préciser les caractéristiques des espaces d'attente sécurisés ou détailler les caractéristiques de la ou des solution(s) équivalente(s) retenue(s) (simple rez-de-chaussée avec un nombre adapté de dégagements praticables de plain-pied, nombre adapté de sorties praticables débouchant directement sur l'extérieur à chaque niveau et permettant de s'éloigner suffisamment, zone protégée, secteur, augmentation de surface des paliers des escaliers protégés, espace à l'air libre de nature à protéger les personnes du rayonnement thermique pendant une heure au minimum, principes mentionnés aux articles AS4 et AS5 de la réglementation ERP) :

.....

- **locaux à risques particuliers** (R.4216-2 /art. 6. III) fournir la liste des locaux à risques (moyens et importants) ; préciser les surfaces des locaux et les volumes le cas échéant ; identifier clairement ceux-ci sur les plans ; préciser le degré en résistance au feu des structures, parois, planchers, blocs-portes ; mentionner la présence de ferme-porte.

.....

.....

- **locaux de stockage ou manipulation de matières inflammables ou explosives** (R.4216-21 à 23) préciser la nature et les quantités stockées ; fournir la liste des locaux ; préciser les surfaces des locaux et les volumes le cas échéant ; identifier clairement ceux-ci sur les plans ; préciser le degré en résistance au feu des structures, parois, planchers, blocs-portes ; mentionner la présence de ferme-porte.

.....

.....

- **conduits et gaines** (R.4216-2 / art. 7b)

.....

- **dégagements** (R.4216-5 à 8 et R.4216-11) fournir le tableau ci-dessous faisant apparaître par niveau et pour l'ensemble du bâtiment l'effectif maximum des personnes, le nombre et la largeur des dégagements exigibles et réalisés.

.....

Calcul des dégagements par niveau	Effectif par niveau	Effectif cumulé	Dégagements réglementaires		Dégagements prévus	
			Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
R + 2						
R + 1						
RDC						
Sous-sol						

- **locaux installés en sous-sol** (R.4216-9 et 10)

fournir le calcul du niveau moyen des seuils des issues sur l'extérieur (NMSE réglementation ERP), la hauteur d'enfouissement des locaux accessibles et si l'effectif est supérieur à 100 personnes au sous-sol, le calcul des dégagements majorés.

- **portes** (R.4227-6 et 7)

- **escaliers** (R.4216-12 ; R.4227-9 à 12 ; arrêté du 31 mai 1994 / R.4216-26 ; art. 8)

III - **Aménagements intérieurs** (R.4216-2 / Art. 9. I à 9.VI)

	Dans les locaux et les dégagements (*)	Dans les escaliers encloisonnés (*)
Revêtements sol	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2, <input type="checkbox"/> M3, <input type="checkbox"/> M4	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2, <input type="checkbox"/> M3
Revêtements muraux	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1
Revêtements plafond	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1

(*) ou classement équivalent en euro classes.

- **éléments de décoration** (art. 9. VII) spécifier le degré en réaction au feu :

- **tentures, portières, rideaux, voilages** (art. 9. VIII) spécifier le degré en réaction au feu :

- **gros mobiliers, agencement principal, aménagements de planchers en superstructures** (art. 9. IX) spécifier le degré en réaction au feu :

IV - **Désenfumage** (R.4216-13 à 16 / art 8.I ; art. 10 à art. 15)

préciser les locaux et les dégagements pour lesquels un désenfumage a été prévu et pour chacun d'eux sa nature (mécanique, naturelle,...) :

V - **Chauffage, ventilation, réfrigération, conditionnement d'air, production de vapeur et d'eau chaude sanitaire** (R.4216-17 à 19 ; R.4227-15 à 20 ; arrêté du 23 juin 1978 modifié)

préciser le mode de conception du chauffage, du conditionnement d'air centralisé ainsi que de la ventilation (ex : chauffage central par circuits de distribution d'air chaud pulsé, par circuits de distribution d'eau chaude ; ventilation double flux ; préciser la puissance utile des appareils (ex : chaudière fuel de 40 kW), la nature du combustible, la capacité et la nature des stockages éventuels) :

VI - **Installation aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés** (R.4216-17 à 19 ; R.4227-15 à 20 ; arrêté du 23 juin 1978 modifié) préciser la puissance utile des appareils, leur fonction, la nature du combustible, (ex : chauffage central gaz propane de 40 kW) la capacité et la nature des stockages éventuels :

VII - **Installations électriques** (R.4215-1 à 17 – décret 2010-1017 du 30 août 2010)

préciser l'emplacement des locaux de service électrique « à risques » sur les plans (groupe électrogènes, poste de transformation, cellule haute tension, matériels électriques émettant des vapeurs inflammables ou toxiques) ; préciser l'emplacement des tableaux électriques :

Installation de panneaux photovoltaïques (mesures de sécurité) :

VIII - Eclairage de sécurité (R.4227-14 ; arrêté du 14 décembre 2011)

préciser la nature de l'éclairage de sécurité (ambiance, évacuation, BAES, source centrale, BAEH) :

.....

IX - Ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants

.....

X - Appareils de cuisson destinés à la restauration

préciser la puissance utile des installations par local ou îlot, la nature de l'énergie retenue pour alimenter les appareils ; détailler le mode de conception des locaux (grande cuisine, cuisine ouverte, îlot de cuisson...)

.....

.....

XI - Moyens de secours (R.4216-30 ; R.4227-28 à 41)

• **moyens d'extinction** (R.4227-29 à 33 ; art. 20 de l'arrêté du 23 juin 1978)

- bouches et poteaux d'incendie, points d'eau :

(préciser le cas échéant la nature des points d'eau existants, leur distance à la façade accessible de l'établissement)

.....

- robinets d'incendie armés, colonnes sèches, colonnes en charge :
-

- installations d'extinction automatique à eau (de type sprinkler ou par brouillard d'eau) :
-

- installations d'extinction automatique (ou à commande manuelle) : gaz, poudre, etc. :
-

- déversoirs ponctuels, éléments de construction irrigués, rideaux d'eau, etc. :
-

- eaux d'extinction :
-

• **dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers** (plan d'établissement NF S 60-303)

.....

- **système de sécurité incendie : catégorie A-B-C-D-E** le cas échéant préciser la nature des locaux bénéficiant de la détection incendie et les asservissements éventuels. Fournir le cahier des charges fonctionnel du coordonnateur S.S.I. :
-

- **système d'alarme : type 1, 2a, 2b, 3, 4** (R.4227-34 à 36 ; R.4225-8)
-

- **système d'alerte**
-

- **consignes de sécurité** (R.4227-34 à 36 ; R.4225-8) à réaliser ou à mettre à jour, conformes à NF S 60-303 :
-

XII - DEMANDE(S) DE DEROGATION (ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE) :

nombre : (une fiche par demande de dérogation à joindre).

Je, soussigné,..... maître d'ouvrage, m'engage à respecter les dispositions édictées dans la présente notice et m'engage à respecter les règles de sécurité prescrites par les textes en vigueur.

Date et signature

ANNEXE I à la notice descriptive de sécurité

Vous trouverez dans cette annexe une bibliographie non exhaustive de textes pertinents ; ils viennent compléter les références citées dans la notice descriptive de sécurité. Il appartient au maître d'ouvrage de vérifier la validité de ces derniers au moment de leur utilisation pour la rédaction de la notice.

Certains domaines particuliers amènent le préventionniste à consulter, pour des points particuliers ou quand la législation du code du travail ne prévoit rien, la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

- Décret n° 92-332 du 31 mars 1992 modifiant le code du travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat) et relatif aux dispositions concernant la sécurité et la santé que doivent observer les maîtres d'ouvrage lors de la construction de lieux de travail ou lors de leurs modifications, extensions ou transformations ;
- décret n° 92-333 du 31 mars 1992 modifiant le code du travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat) et relatif aux dispositions concernant la sécurité et la santé applicables aux lieux de travail, que doivent observer les chefs d'établissements utilisateurs ;
- instruction technique n° 246 relative au désenfumage des établissements recevant du public ;
- instruction n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage ;
- arrêté du 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages ;
- arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur ;
- instruction technique n° 249 relative aux façades ;
- arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement ;
- arrêté du 31 mai 1994 relatif aux revêtements des escaliers ;
- arrêté relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R.235-3-18 du code du travail du 27 juin 1994 ;
- décret n° 2011-1461 du 7 novembre 2011 relatif à l'évacuation des personnes handicapées des lieux de travail en cas d'incendie ;
- arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive ;
- arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail ;
- arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- arrêté du 21 mars 1968 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public ;
- arrêté du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;
- arrêté du 30 juillet 1979 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public ;
- circulaire DGT 2012/12 du 09 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques ;
- circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 relative à la création et l'aménagement des points d'eau ;
- D9 - document technique - défense extérieure contre l'incendie - guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau ;

- D9 A - document technique – défense extérieure contre l'incendie - guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction ;
- guides départementaux de défense extérieure contre l'incendie (celui du Finistère est consultable sur le site internet).

ANNEXE II à la notice descriptive de sécurité

Dans cette partie, la cellule « prévention incendie, sécurité classique » tient à apporter quelques précisions sur la teneur des tracés et plans à fournir pour une étude. Les plans doivent être conformes aux normes en vigueur (plans d'architecte) et impérativement transmis au format papier.

■ Pour le désenfumage :

- un plan comportant :
 - les emplacements des évacuations de fumée et des amenées d'air ;
 - le tracé des réseaux aérauliques ;
 - l'emplacement des ventilateurs de désenfumage ;
 - l'emplacement des dispositifs de commande ;
- une note explicative précisant les caractéristiques techniques des différents équipements ;

■ pour le chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire :

- un plan d'ensemble du ou des niveau(x) mentionnant :
 - l'implantation des appareils de production ou de production émission ;
 - l'implantation des stockages de combustible ;
 - l'implantation des accès et moyens de retraite des locaux techniques ;
 - le cheminement de l'amenée des combustibles ;
 - le point de stationnement prévu pour les véhicules de livraison des combustibles ;
 - l'emplacement des orifices de ventilation et des conduits de fumée ;

■ pour les appareils de production :

- un plan complet du local précisant :
 - l'emplacement et la largeur des issues ;
 - l'emplacement des générateurs par rapport aux parois du local ;
 - l'emplacement des orifices de ventilation et des conduits de fumée ;
 - l'emplacement des organes de coupure des énergies, des appareils de sûreté et de sécurité ;

■ pour les autres installations :

- un plan détaillé des bâtiments mentionnant :
 - l'emplacement des appareils de production émission et d'émission avec leurs cotes d'encombrement faisant ressortir leur conformité ;
 - l'emplacement des batteries de chauffe ;
 - l'emplacement des appareils de ventilation et de climatisation ;
 - l'emplacement des organes de coupure ;
 - le tracé des canalisations, des conduits et de leurs gaines éventuelles avec, en particulier, l'emplacement des dispositifs résistant au feu ;

■ pour les installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés :

- les plans de l'installation indiquant l'implantation du stockage éventuel ;
- le tracé des conduites de gaz ;
- l'emplacement des organes de détente et de coupure ;
- les types d'appareils utilisés et leur puissance ;
- l'emplacement des conduits d'évacuation des produits de combustion et des dispositifs de ventilation et d'aération ;

■ pour les installations électriques :

- une note indiquant l'adresse de l'établissement, son classement (sa catégorie, son type) et les différentes sources d'énergie qui seront employées avec mention de leur tension nominale et de leur puissance disponible ; la note de calcul de la puissance demandée aux sources de sécurité et notamment aux groupes électrogènes devra être jointe ;
- un plan détaillé des bâtiments précisant l'emplacement des locaux de service électrique, des principaux tableaux électriques et le cheminement des canalisations ;
- un schéma de distribution générale des installations électriques précisant pour les canalisations principales la nature, les sections, le mode de pose et les caractéristiques des dispositifs de protection contre les surintensités et contre les contacts indirects ;

■ pour les documents relatifs aux installations d'éclairage :

- les indications relatives aux différents éclairages ;
- le schéma général unifilaire de l'éclairage normal doit être conçu de façon à permettre les coupures générales ou divisionnaires des circuits spécifiques à l'éclairage normal des dégagements et des locaux nécessitant un éclairage de sécurité ;

■ pour les installations d'appareils de cuisson destinés à la restauration :

- les plans des locaux précisant l'implantation des appareils de cuisson et des appareils de remise en température avec l'indication de leurs puissances utiles ;
- les plans et descriptifs de la distribution en énergie et du stockage de combustible ;
- les plans et descriptifs du système de ventilation et les caractéristiques des conduits d'évacuation des buées et fumées ;
- l'emplacement des commandes des ventilateurs assurant l'évacuation des buées et fumées ;
- l'emplacement des dispositifs d'arrêt d'urgence ;

■ pour les moyens de secours contre l'incendie :

- les moyens de secours prévus, à l'exception des appareils mobiles ;
- leur emplacement ;
- le tracé, le diamètre, le mode d'alimentation et la pression des canalisations d'eau, etc. ;
- les caractéristiques techniques des dispositifs proposés.